

Radio-télédiffusion des délibérations de la Chambre

mêmes comme l'opposition officielle. Il est très difficile de faire passer une déclaration si la tribune de la presse ne la considère pas comme importante.

La tribune de la presse se considère elle-même comme l'opposition officielle et dans une certaine mesure, traite l'opposition avec mépris, comme un montreur traite ses marionnettes. Les députés doivent réagir selon les questions que les journalistes jugent importantes. S'il y a un scandale, l'opposition doit en parler même si le problème réel est le chômage. Notre parti considère maintenant que le chômage est une question grave. Les media vont maintenant insister sur le chômage. Pourtant, nous le disons depuis six ou huit mois alors que les media étalaient les scandales dans leurs manchettes. Le plus grand scandale dans notre pays, c'est le fait qu'il y a 800,000 chômeurs et que le gouvernement ne prend pas beaucoup de mesures à cet égard. Tel est le genre de parti pris qui existe dans les journaux et je ne sais pas quelles mesures on pourrait prendre à ce propos.

● (2150)

Il serait impensable de dire aux journaux quoi publier. C'est bien là la dernière des choses que nous pourrions souhaiter mais nous devons nous rendre compte de ce qui arrive aux media comme nous devons tenir compte du fait que le hansard n'est pas un journal d'opinion, il est neutre—il ne fait qu'enregistrer nos déclarations—et il est grand temps d'adopter un moyen qui permette d'enregistrer exactement ce qui se dit ici de façon que nos déclarations ne soient pas interprétées aux fins des gros titres d'une journée particulière ou des besoins des rédacteurs d'un médium particulier. La mesure à l'étude sera avantageuse pour le gouvernement car, aussi mauvais soit-il, il n'a jamais aussi mauvaise figure ici que dans la presse.

A en juger par la presse, on pourrait penser que le gouvernement n'a jamais rien fait de bon. Pour ma part, je lui reconnais d'avoir adopté à quelques occasions certaines mesures positives, ce que l'on ne pourrait jamais constater à la lecture des journaux. Il est rare que je me sente mal à l'aise pour le gouvernement mais, parfois, ce fut le cas. Parfois, l'opposition ou des écrivains et des journalistes ont porté des accusations et le ministre visé a invoqué ce que j'estimais être des arguments irréfutables pour les repousser. Alors que les accusations faisaient les gros titres, la réputation du ministre pouvait ne faire l'objet que d'un entrefilet en page 17: «Le ministre déclare que ce n'est pas le cas» et on se contente de n'imprimer qu'une partie de sa réponse.

Je pense que notre société est menacée d'une profonde déchirure. La critique ou le parti pris à l'égard des éléments qui unissent notre pays, lesquels ne sont pas aussi puissants que cela, risquent d'être érigés en institution. Il importe que chaque partie puisse faire connaître son opinion, qu'elle puisse prendre position—le public est suffisamment intelligent pour examiner par lui-même et n'a pas besoin des commentaires de la presse—c'est ce que la télévision fera pour la Chambre.

D'après ce que j'ai pu lire, l'une des raisons pour lesquelles le hansard a été créé à la Chambre des communes britannique c'est que, bien que les comptes rendus n'étaient pas autorisés, tout comme la télévision n'est pas autorisée à pénétrer dans cette Chambre-ci, on les a, en fait, toujours établis, qu'on en ait eu l'autorisation ou non. Le problème est que ces comptes rendus n'étaient pas fiables mais inexacts et partiels. A la Chambre

[M. Saltzman.]

des communes britannique, on a constaté que des comptes rendus seraient de toute façon établis, aussi a-t-on voulu qu'ils reflètent les faits réels; c'est ainsi que fut créé le hansard. La télédiffusion des débats de la Chambre des communes ne constituera qu'une extension du hansard.

J'aimerais vous citer les quelques phrases qui suivent, tirées de l'ouvrage de Joseph Redlick intitulé *The Procedure of the House of Commons* et publié en 1908.

Le grand docteur Johnson était l'un des journalistes réguliers: il traitait des affaires parlementaires dans une revue de pointe, *The Gentleman's Magazine*, sous le couvert des délibérations du sénat lilliputien ou romain.

Ensuite, l'auteur explique en bas de page:

Le docteur Johnson a admis plus tard qu'il avait composé lui-même plusieurs discours parlementaires qu'il avait publiés ou, à toutes fins utiles, qu'il les avait enjolivés à son gré. Il a prétendu que, ce faisant, il avait maintenu l'équilibre entre les deux partis; en même temps, il déclarait qu'il s'était «assuré que les Whigs ne tiennent pas le haut du pavé».

M. Dionne (Northumberland-Miramichi): Les journaux n'ont pas beaucoup changé, n'est-ce pas?

M. Saltzman: Il fut un temps où j'aurais dit les choses différemment. A une époque pas très lointaine, ce n'était pas les journaux qui manquaient dans des villes comme Toronto ou dans d'autres villes, mais cela n'empêchait pas pourtant d'avoir une presse pro-libérale et une autre pro-conservatrice. Ceux d'entre nous qui faisaient partie du NPD ou du CCF à l'époque savaient à quelle enseigne elles logeaient; en fait, elles étaient à l'image de la Chambre des Communes: la presse libérale se tenait exactement dans la ligne de pensée des libéraux alors que la presse conservatrice se conformait rigoureusement aux vues des conservateurs, mais il y avait au moins une sorte d'équilibre entre les deux pôles. Au moins, nous savions à quoi nous en tenir. Quand je suis venu ici pour la première fois, il y avait ce qu'on appelait des journalistes gouvernementaux qui jouissaient de passe-droit et qui vivaient des aumônes du gouvernement. Je suppose que s'il y avait une presse tendancieuse ou partisane, c'est bien de cela qu'il s'agissait. Si le gouvernement avait une nouvelle à communiquer, il n'en laissait rien savoir aux réseaux de télévision, mais il la réservait à un journaliste partisan et elle paraissait tout à coup en exclusivité.

Si nous avions un gouvernement conservateur, la nouvelle était présentée comme une exclusivité dans un journal conservateur; si nous avions un gouvernement libéral, elle était publiée comme une exclusivité dans un journal libéral. Cette époque est révolue en raison des changements de propriété des journaux et de l'évolution de la nature même des media, et nous devons reconnaître ce fait. Malgré tous les défauts de l'ancien système—et c'était un système passablement corrompu en ce sens que les journaux étaient soit pour un parti ou pour l'autre—au moins tout le monde connaissait les couleurs. Si une personne n'aimait pas le contenu d'un certain journal, elle pouvait en consulter un autre, ou les acheter tous les deux et les comparer, quoiqu'en fait, peu de gens le faisaient. On achetait simplement le journal qui correspondait à ses propres préjugés et on s'en contentait plutôt que de rechercher un point de vue impartial. Toutefois, la chose qui pourrait sauver la Chambre—parce que notre institution est menacée, tout comme le pays—c'est la télédiffusion.